

Concurrence et confusion des discours sur le crime organisé en Russie

Gilles FAVAREL-GARRIGUES [1]

Le crime organisé russe a connu, tout au long des années 1990, un succès remarquable dans les forums politiques et économiques russes, occidentaux et internationaux, pour des raisons partiellement connues. La fin du contexte bipolaire a non seulement conduit à renoncer à une vision du monde fondée sur une forme stable d'ordre international, mais a également provoqué l'émergence de nouvelles préoccupations, liées à l'ouverture des frontières et à la désagrégation interne de nombreux Etats post-communistes, notamment de la Russie. La perte de l'ennemi consacré et l'émergence de nouvelles menaces liées à l'espace post-communiste ont conduit à intégrer les « mafias russes » ou « mafias rouges » dans le discours américain sur la sécurité nationale [2].

L'objectif de cet article est moins de déconstruire les discours occidentaux sur la menace incarnée par les « mafias rouges » que de comprendre comment ce thème a émergé dans le contexte soviétique, puis post-soviétique, avant de se diffuser dans le monde occidental. Je souhaite montrer comment les modes et enjeux de la constitution d'un problème relatif au crime organisé en Russie ont contribué à façonner les représentations occidentales. Il s'agit notamment de préciser comment se sont accumulées les connaissances en Russie, à partir de quelles sources et en particulier comment un savoir à prétention scientifique a pu alimenter, confirmer ou infirmer les discours policiers, journalistiques et politiques sur ce sujet. Les recherches sur le crime organisé russe se développent depuis la fin des années 1980 : de nombreux ouvrages, thèses de doctorats, articles de revue ou colloques ont été consacrés à ce sujet. En établissant un bilan de cette littérature (1988-2001), l'objectif n'est pas de juger les recherches menées, mais de comprendre comment a émergé un savoir spécialisé relatif au problème du crime organisé.

Le terme de « problème » est employé en référence aux travaux de Murray Edelman : il s'agit d'une situation préoccupante qui constitue un enjeu politique du fait des « *différences existant entre ses définitions* », de « *l'hétérogénéité des intérêts propres aux différents groupes qui s'efforcent chacun de faire adopter des lignes d'action présentées comme des solutions* » [3]. Un problème « *focalise l'attention sur un nom désignant une situation indésirable ou une menace pesant sur le bien-être. Les activités gouvernementales qui*

sont rationalisées par cette focalisation consistent en une séquence d'allégations et d'actions ambiguës qui varient au gré des circonstances et sont souvent mutuellement incompatibles du fait des réponses distinctes qu'elles apportent aux différents groupes d'intérêts en compétition » [4]. Dans l'introduction de l'édition française de l'un de ses ouvrages paru en 1991, Murray Edelman présente que ses thèses, qui concernent initialement les « *pays démocratiques industriellement avancés* », sont susceptibles de présenter un intérêt heuristique pour l'étude des pays post-communistes, dans la mesure où la construction des problèmes sociaux dépend notamment du développement des médias et de la généralisation de l'accès aux informations politiques [5].

La perspective que je souhaite confronter aux discours qui perçoivent le crime organisé comme un fait social objectivé ne doit pas conduire à un relativisme outrancier. La volonté de comprendre les conditions de production des discours et des actes politiques, policiers et judiciaires relatifs à cette forme de délinquance, ne peut en aucun cas conduire à nier l'existence ou la gravité des pratiques hétérogènes incluses dans les différentes définitions du « crime organisé » [6]. Cependant, l'emploi de l'expression de « crime organisé » ne revient pas, dans ma perspective, à la valider et à considérer qu'elle désigne un phénomène social indiscutablement constitué [7], mais simplement à admettre qu'une littérature, des discours, des budgets et des services répressifs spécialisés lui sont explicitement associés. Enfin, l'importance que j'accorde aux discours dans le cadre d'un article consacré à l'analyse du savoir sur le crime organisé russe ne signifie pas un désintérêt pour leur éventuelle conversion en pratiques [8].

La criminalité organisée est en Russie un problème constitué récemment, à partir de sources rares et selon des références cognitives troublées par la concurrence et la confusion des significations associées au terme de mafia dans le contexte soviétique. Dès la fin des années 1980, le problème de la criminalité organisée, ou problème mafieux, devient un enjeu politique important dans les affrontements opposant « conservateurs » et « réformateurs ». La définition et l'explication de ce problème varient alors en fonction de la manière dont est envisagé le développement souhaitable du pays. Les formulations concurrentes s'appuient chacune sur un corps de connaissances composé de discours politiques, journalistiques et scientifiques qui se valident mutuellement. Ces formulations se diffusent à l'étranger, en particulier aux Etats-Unis, où elles étayent notamment des positions idéologiques relatives à la politique menée à l'égard de la Russie. L'homogénéité des discours sur la criminalité

organisée, formulés par des coalitions d'acteurs à partir de considérations idéologiques, se maintient durant les années 1990, mais leur contenu varie et les travaux scientifiques tendent progressivement à se distinguer.

Le triple discours soviétique sur la criminalité organisée

Contrairement à une idée répandue, le discours des dirigeants politiques soviétiques dans les années 1970 et 1980 sur la criminalité en général et sur le crime organisé en particulier ne se réduisait pas à une position officielle invariable. Il existait en fait un répertoire de discours associés à ce thème. Paradoxalement, alors que le crime ne représentait pas encore un problème social, c'est-à-dire un enjeu politique opposant différents groupes autour de sa définition et de sa résolution, il suscitait déjà des usages politiques différenciés. Monopolisant la formulation du problème criminel, les dirigeants soviétiques maniaient, simultanément ou en alternance, trois discours. Le premier reflétait une vision idéalisée de l'accomplissement du programme marxiste-léniniste, qui annonçait l'éradication du crime par la suppression de ses causes sociales [9]. Dans la *Grande Encyclopédie Soviétique* de 1975, l'entrée « criminalité » donne accès à un discours emblématique :

« Dans la société socialiste, les causes fondamentales de la criminalité ont été anéanties. [...] La criminalité n'est pas encore totalement éradiquée car le socialisme, dans ses relations économiques et morales, ne s'est pas encore débarrassé de toutes les 'taches de naissance' de l'ancienne société. Les causes de la criminalité sont les séquelles du passé qui se manifestent encore dans différents secteurs de la vie sociale, mais aussi dans la conscience, la psychologie et la vie quotidienne des individus. Ces causes [...] sont organiquement étrangères à la société socialiste ; au sein de celle-ci, la criminalité elle-même constitue une régression. [...] En URSS, le niveau de la criminalité est trois à quatre fois inférieur à ce qu'il était dans les années 1920-1930 et la criminalité professionnelle a été éradiquée » [10].

L'expression de « *criminalité professionnelle* » désignait alors la pègre, le milieu criminel. Elle était fréquemment employée au cours des années 1970-1980 à propos des professionnels du vol, du jeu, de la prostitution, avec leurs traditions et coutumes (rites d'intronisation, signes extérieurs d'appartenance, culture carcérale), en somme à propos de ceux qu'à partir de la fin des années 1980 on désignera comme membres du « crime organisé » [11]. L'« *éradication de la*

criminalité professionnelle » justifiait l'absence de travaux criminologiques sur cette question. Il est possible que, conformément à ce qu'affirment aujourd'hui plusieurs chercheurs issus des instituts de recherche scientifique du ministère de l'Intérieur ou de la *Prokouratura* générale de la Fédération de Russie, une littérature grise ait existé sur ce sujet dès les années 1970, mais aucune preuve ne le confirme [12]. En 1989, un chercheur de l'Institut de la *Prokouratura* déclare : « *Il est difficile de croire qu'il y a à peine quatre ou cinq ans, il nous était refusé d'intégrer dans le plan d'Etat des activités de recherche scientifique des objectifs relatifs à l'étude de la criminalité organisée. Par la suite, des objectifs en termes d'études des groupes criminels organisés ont été acceptés. Ce n'est qu'en 1988 que l'expression 'criminalité organisée' est apparue dans le plan* » [13].

Ce discours officiel niant l'existence de la pègre était formulé dans un contexte où sa persistance était néanmoins certaine. Au cours des années 1960, de nombreux films comiques populaires montraient les démêlés d'un « cave » pénétrant fortuitement dans le monde de la pègre [14]. Les chansons du milieu criminel étaient bien connues. Même censurés, de nombreux ouvrages décrivaient les pratiques en vigueur dans le « monde des voleurs », que ce soit dans le cadre d'ouvrages sur le milieu carcéral [15] ou sur la société soviétique [16]. Lors des recherches que j'ai menées à partir des archives policières et judiciaires de la région de Sverdlovsk, j'ai pu relever plusieurs traces de l'existence de la pègre. Les archives mentionnent dès les années 1960 l'existence de bandes de criminels détournant du bois vers les régions du Sud de l'Union soviétique avec la complicité d'agents économiques et administratifs, ou de réseaux spécialisés dans la production clandestine et dans la spéculation à partir de la seconde moitié des années 1970. Par ailleurs, les récurrentes campagnes de renforcement de la lutte contre la criminalité, que ce soit contre le « hooliganisme » en 1966, contre les atteintes à la propriété socialiste en 1968 ou contre le « saccage » (*razbazarivanie*) de l'économie en 1975 frappaient également la pègre. Enfin, les « parasites » (c'est-à-dire dans la langue soviétique, ceux qui n'exercent pas une activité utile à la société) et les « récidivistes » représentaient avec les « alcooliques » les principales figures de la délinquance invoquées pour expliquer l'augmentation des faits constatés dans une région connue pour le nombre d'établissements pénitentiaires qu'elle abrite. Les rapports évoquaient même parfois l'action de parasites « *particulièrement dangereux* » [17].

En revanche, l'expression de « criminalité organisée » ou de « mafia » a pu être employée par les dirigeants soviétiques pour désigner les pratiques de détournement de biens publics orchestrées par des segments d'élites politico-administratives régionales. Il a ainsi été question de « mafia du coton » ou de « mafia du poisson » [18]. Certains auteurs ont souligné la correspondance entre l'emploi du label de mafia et des pratiques liées à l'expression de revendications d'autonomisation dans la périphérie de l'Union [19]. Le terme de « mafia » était cependant également couramment employé pour désigner des secteurs économiques (mafia du commerce [20]) ou des branches professionnelles (mafia des taxis).

Trois discours sur la criminalité organisée peuvent donc être distingués : négation de son existence, reconnaissance euphémisée et implicite, instrumentalisation du terme de mafia afin de discréditer un adversaire politique ou un groupe social. L'emploi de ce triple discours était notamment facilité par l'usage de catégories pénales larges et imprécises dans le contexte soviétique. Les campagnes de lutte contre le hooliganisme justifiaient la répression de pratiques illicites extrêmement variées, notamment économiques [21]. L'histoire de l'URSS souligne le recours permanent à des incriminations économiques (sabotage, parasitisme) pour sanctionner des pratiques politiques et réprimer des opposants. Les usages politiques des notions de criminalité organisée et de mafia entraînaient une confusion des représentations qui s'est accentuée à partir de la seconde moitié des années 1980, alors que la *glasnost* a favorisé l'émergence et la diffusion de débats publics sur les questions criminelles.

***Glasnost* : l'émergence d'une situation problématique**

La *glasnost* n'a pas subitement entraîné de débats publics sur la totalité des sujets de société ; elle a conduit à une couverture sélective et progressive de situations présentées comme problématiques, dont la criminalité en général et le crime organisé en particulier ont indéniablement fait partie. La transformation des discours sur la criminalité et la constitution d'un problème criminel ont cependant été dues à un faisceau de causes, et non uniquement à l'apparition de débats publics sur ce sujet. La définition pénale de la criminalité a été bouleversée par le changement des règles du jeu économique (mise en œuvre dès 1986 des premières mesures de privatisation de l'activité commerciale, abandon progressif de la planification, ouverture des frontières et libéralisation du commerce extérieur) [22]. Ces réformes ont attiré les différents groupes sociaux qui détenaient les ressources nécessaires pour en profiter (argent, contacts privilégiés

avec les administrations) et parmi lesquels se distinguaient notamment les membres du milieu criminel. La société soviétique a alors été confrontée à une période d'incertitude, de coexistence de règles et de valeurs concurrentes, se manifestant notamment par un changement des représentations associées à l'enrichissement personnel, par un approfondissement de la crise économique et par un creusement des inégalités sociales [23].

Il a fallu attendre le début de 1989 pour que les premières statistiques criminelles soient partiellement publiées dans la presse nationale. Dans un article intitulé « Ces statistiques sont ouvertes pour la première fois », les *Izvestia* ont fourni des informations homogènes sur douze formes d'infractions, dont l'enregistrement avait significativement augmenté en 1988. L'événement a révélé une situation préoccupante et a causé un « choc » dans l'opinion [24]. C'est cependant un peu plus tôt, à partir de 1988, que se sont multipliés les articles sur la criminalité, en particulier sur le crime organisé, dans la presse et les revues scientifiques. Les rubriques criminelles se sont développées dans les quotidiens russes. Les manifestations les plus violentes de la délinquance ont envahi les programmes télévisés, pénétré dans les foyers et passionné les téléspectateurs. Le rôle et la popularité de l'émission « 600 secondes », diffusée sur la chaîne de Saint-Petersbourg, ont été considérables [25]. Les scandales locaux, les affaires de corruption, les escroqueries, les meurtres en série et les règlements de compte sanglants transmettaient au téléspectateur l'image indifférenciée d'une société livrée à la violence et au cynisme de dominants impunis. Les règles en vigueur au sein du milieu criminel, abondamment décrites dans les médias, ont pu alors parfois exercer une fascination romantique auprès des jeunes générations. La subite profusion d'informations et d'analyses sur la criminalité a rapidement entraîné la constitution d'un problème mafieux, caractérisé par des interprétations divergentes de sa nature.

Les fondements de la connaissance : définitions et sources

La criminalité organisée a constitué un problème à partir du moment où sa formulation est devenue l'enjeu de conflits entre différents groupes sociaux. Or, cette préoccupation sociale possède des propriétés qui lui donnent des chances de nourrir d'incessants affrontements, sa connaissance s'appuyant sur des sources rares et occultes.

Dans un article consacré à l'Italie, Jean-Louis Briquet a souligné les défis méthodologiques considérables et spécifiques posés par la compréhension de la mafia italienne. D'abord, tout savoir accumulé sur ce sujet représente le produit d'« un travail de dévoilement » [26] : institution occulte, la mafia ne livre pas de sources d'information sur elle-même. En conséquence, la formulation du problème mafieux est marquée par d'incessants conflits entre les acteurs extérieurs impliqués dans sa prise en charge. Enfin, les informations et analyses policières et judiciaires constituent les sources principales pour ceux qui souhaitent analyser le « phénomène mafieux ». Contrairement à la vision dominante, la mafia est « *un objet aux contours incertains, une réalité échappant constamment aux définitions qui en sont proposées, un phénomène mouvant et en constante évolution, forçant une évolution correspondante des modèles qui tentent de l'appréhender* » [27]. Même si le cas russe s'y soustrait parfois (d'une certaine manière, les « mafieux » eux-mêmes participent à la formulation du problème ; la pérennité des organisations criminelles russes demeure incertaine, les plus anciennes n'ayant pas plus de trente ans), ces remarques conservent leur pertinence dans le cas que je souhaite étudier. Elles soulignent en particulier les difficultés inhérentes à la connaissance des pratiques et groupes sociaux que l'expression « crime organisé » désigne.

La constitution du problème du crime organisé à la fin des années 1980 s'est nourrie de la confusion due aux différents usages du terme de mafia dans le contexte soviétique et a contribué à la reproduire, voire à l'étendre. D'une part, même si les termes de mafia et de crime organisé ont beaucoup plus fréquemment été associés au monde de la pègre, ils ont continué à revêtir des significations différentes et à désigner notamment les collusions politico-financières. D'autre part, les frontières de la criminalité organisée ont été obscurcies par l'usage répandu d'autres catégories sans fondements juridiques, telles que criminalité économique ou économie souterraine. L'interpénétration de ces différentes expressions, chacune désignant des ensembles génériques d'infractions, a également contribué à la diffusion de représentations imprécises.

De nombreuses enquêtes sociologiques menées à la fin des années 1980 et au début des années 1990 sur les représentations relatives au crime organisé au sein de la société russe montrent que le terme de mafia est associé au pouvoir, qu'il soit politique ou économique. Le VTsIOM, institut de sondages alors dirigé par le sociologue Youri Levada, après avoir constaté que 51% des personnes interrogées considèrent que la mafia (ou le crime organisé) est responsable de la

majorité de leurs problèmes, pose une seconde question, « Qu'entendez-vous par mafia ? », et obtient les réponses suivantes : l'activité de l'économie parallèle (43%), les bureaucrates dans les ministères et les administrations (36%), l'appareil du parti-Etat (34%), les criminels (25%), les coopérateurs et travailleurs individuels (18%) [28]. Le terme de mafia exprime en définitive un sentiment d'injustice sociale, une hostilité à l'égard de l'enrichissement individuel et de la possession de privilèges, une impuissance face aux modes de domination politique et économique. Les termes de profiteur, de spéculateur et de parasite, étroitement liés à la rhétorique léniniste, se confondent avec celui de mafia. Nous verrons plus loin que l'imprécision du sens du terme de mafia alimente les conflits politiques autour de la formulation des enjeux relatifs au crime organisé.

La multiplication des discours sur la criminalité dans le contexte de la *glasnost* s'est également traduite par le développement de catégories imprécises, employées dans les publications scientifiques, les journaux ou les forums politiques. Comme la « criminalité organisée », la « criminalité économique » ou l' « économie souterraine » représentent des ensembles mouvants de pratiques illicites hétérogènes. Ces catégories s'interpénètrent, voire s'englobent les unes les autres, du moins pendant un certain temps. Cette confusion, qui n'est pas spécifique au contexte étudié [29], enrichit le répertoire des représentations associées au crime organisé ou à la mafia. Si l'on s'en tient au sondage précédemment présenté, 43% des personnes interrogées associent la mafia à « l'activité de l'économie parallèle ». Or, cette dernière expression est également fourre-tout.

« Quant à la définition [de l'économie de l'ombre [30]], un répertoire extrêmement large et divers d'expressions synonymes peut être mobilisé. On parle d'économie souterraine, seconde, non enregistrée, destructrice, non réglementée, criminelle, petite, fictive, non étatique, marchande et privée, parallèle, noire, informelle, illégale, en dehors de la loi, et la liste n'est pas exhaustive » [31].

En conséquence, les représentations de la criminalité organisée sont issues de la combinaison de deux variables, relatives aux pratiques et aux auteurs. Les pratiques, plus ou moins diversifiées, peuvent correspondre à des activités économiques clairement illégales ou simplement illégitimes et injustes aux yeux de celui qui emploie le label de « crime organisé » ; elles peuvent représenter des sources complémentaires de revenus extrêmement banales dans le contexte soviétique de la fin des années 1980, ou au contraire être liées à des trafics perçus comme criminels (drogues, armes...). Le label de « crime

organisé » peut également être attribué à différents groupes sociaux : membres du milieu criminel, entrepreneurs, commerçants, responsables politiques et administratifs...

Durant la *perestroïka*, le terme de mafia et l'expression de criminalité organisée ont cependant tendu à être prioritairement associés aux activités du milieu criminel, ce qui représente une rupture avec la période précédente. La première interview du lieutenant-colonel de police Alexandre Gourov dans l'hebdomadaire *Literatournaïa Gazeta* sur la criminalité organisée en Union soviétique a constitué à ce titre un événement de la *glasnost* et une référence historique [32]. Désormais, la définition de cette forme de délinquance renvoie moins aux élites corrompues qu'au milieu criminel, même si ce dernier est éventuellement connecté aux sphères politiques et administratives. Alexandre Gourov révèle l'existence d'une mafia en Union Soviétique et la présente comme une organisation hiérarchisée, professionnalisée, disposant de contacts solides avec des agents de l'Etat. Cette interview suscite de nombreuses réactions [33] et accélère le processus de création, au sein du ministère de l'Intérieur, d'une direction de la lutte contre la criminalité organisée, à la tête de laquelle il est lui-même nommé [34]. Les réactions à l'article d'Alexandre Gourov (des témoignages et des analyses sur la place qu'occupe le crime organisé dans la société soviétique) frappent par la diversité des pratiques qu'elles décrivent : il est question de règlements de comptes avec des armes à feu, de rackets de coopératives, de jeux de carte et de la hiérarchie criminelle traditionnelle. Un point de vue officiel sur le sujet, présenté par le chef de la direction générale des recherches criminelles du ministère de l'Intérieur, indique que :

« de 1986 à 1988, des centaines de groupes particulièrement dangereux, agissant dans le domaine économique, commettant des vols, vols à découvert, vols avec violence et rackets ont été mis hors d'état de nuire par les services du ministère de l'Intérieur » [35].

Ce discours illustre les modes de fonctionnement de la bureaucratie policière. La création d'une nouvelle et imprécise catégorie d'infractions s'accompagne presque toujours de résultats immédiats, constitués dans la pratique par agrégation de pratiques diverses. Les « *groupes particulièrement dangereux* », loin d'être des syndicats du crime, peuvent tout à fait représenter le produit d'ententes entre deux ou trois personnes, motivées par l'appât du gain, sans aucun contact avec la pègre.

L'interview d'Alexandre Gourov dans la *Literatournaïa Gazeta* inaugure également les principaux canaux d'expertise sur le crime organisé. L'information sur cette forme de délinquance est collectée et diffusée par les services opérationnels et scientifiques des institutions policières et judiciaires. Jusqu'au milieu des années 1990, presque tous les discours présentés comme scientifiques sur le crime organisé proviennent des instituts de recherche du ministère de l'Intérieur, de la *Prokouratura* [36] générale de la Fédération de Russie ou d'autres institutions répressives. Ce monopole, qui s'explique notamment par le mode de constitution historique de la criminologie soviétique [37], touche d'autres champs disciplinaires, juridique [38], économique, voire sociologique. Durant les années 1990, les ouvrages et les articles de revues sociologiques sur le crime organisé sont principalement écrits par des chercheurs rattachés à l'Intérieur ou à la *Prokouratura* [39].

Les problèmes posés par ce monopole sont principalement méthodologiques, car les sources sur l'évolution du crime organisé, produites au sein des services policiers et judiciaires, sont rarement dévoilées. L'opacité des sources d'information est encore renforcée par les modes de production des rapports de police sur la criminalité. Tenus de répondre aux attentes de leur hiérarchie, souvent exprimées de manière quantitative, les services locaux de police rédigent des rapports d'activité conformes aux injonctions reçues. Selon les priorités, ils affichent des indicateurs d'activité (nombre de faits constatés, taux d'élucidation) plus ou moins proches du travail effectué, en jouant sur les qualifications, en extorquant les aveux ou en fabriquant les affaires relevant des catégories d'infractions privilégiées par la hiérarchie [40]. Dans ces conditions, l'apparent respect des consignes reçues afin de « *renforcer la lutte contre le crime organisé* » peut dissimuler des pratiques qui contredisent les orientations générales de la politique menée.

En Russie comme ailleurs, les sources policières sur le crime organisé ont traditionnellement tendance à surestimer le caractère organisé des groupes qui se consacrent à une ou plusieurs activités criminelles [41]. Cependant, dans le contexte considéré, le poids des sources policières n'est pas contrebalancé par des travaux ethnographiques [42], par une analyse rigoureuse de dossiers judiciaires relatifs au crime organisé ou par des récits de repentis. Les chercheurs qui ne sont pas rattachés aux institutions répressives n'ont guère accès aux sources policières. En conséquence, les seules sources alternatives disponibles sont des investigations journalistiques. Ces enquêtes se multiplient dès la *perestroïka* et connaissent un grand succès, notamment lorsqu'elles

décrivent la structuration et l'activité des organisations criminelles dans les grandes villes de Russie [43]. De qualité inégale, elles ne dévoilent guère leurs sources d'informations et s'effectuent selon les logiques propres aux investigations journalistiques. Compte tenu de l'impact de la privatisation et de la restructuration des médias en Russie, il demeure difficile de comprendre les raisons qui poussent un quotidien national à dévoiler une affaire retentissante en rapport avec le crime organisé. L'accumulation au cours des années 1990 des *kompromaty* (documents compromettants) qui ternissent la réputation d'un personnage public, laisse ouvertes les interrogations sur les conditions de mise en visibilité et de publicité des affaires qui défraient la chronique.

Les deux sources fondamentales de la connaissance du crime organisé, entendu comme milieu criminel ou pègre, sont donc policières et journalistiques. Elles sont en interaction pour deux raisons. D'une part, elles s'étaient l'une l'autre. Les travaux des instituts de recherche scientifique du ministère de l'Intérieur ou de la *Prokouratoura* générale de la Fédération de Russie sont souvent construits à partir de sources confidentielles et de références bibliographiques à des articles de presse. D'autre part, elles partagent souvent une approche similaire du crime organisé, approche fondée, à tort ou à raison, sur l'indignation et le catastrophisme. Or, ces sources alimentent tous les discours sur le sujet - politiques, journalistiques ou scientifiques - sans pour autant qu'ils soient toujours identiques. A partir du répertoire étendu des représentations associées à la mafia ou au crime organisé, émergent progressivement deux formulations concurrentes du problème, qui donnent lieu à des affrontements dans les arènes politiques, économiques et scientifiques.

[Lire la suite](#)

[1] . Je remercie Anton Oleinik et les lecteurs anonymes de ce texte pour leurs commentaires.

[2] . Naylor R. T., « From cold war to crime war : the search for a new 'national security threat' », *Transnational organized crime*, vol. 1, n° 4, hiver 1995, pp. 37-56.

[3] . Edelman M, *Pièces et règles du jeu politique*, Paris, Le Seuil, 1991, p. 42. (Traduction de : *Constructing the political spectacle*, Chicago, Chicago University Press, 1988).

[4] . Ibid., p. 43.

[5] . Ibid., p. 14. Pour une illustration de la pertinence de cette approche appliquée au cas soviétique, voir Verdier E., « Mafia et politique en U.R.S.S. », Cultures & Conflits, n° 3, automne 1991, pp. 55-74.

[6] . Comme le considère Fernando Acosta, le crime ne peut être analysé que si trois dimensions sont considérées : factuelle, axiologique et normative. « [...] Le crime n'est pas exclusivement un acte, ni même exclusivement un acte blâmable, mais le rapport entre une manière de faire et une manière de définir-agir-résoudre une situation problématique. Nous avons donc d'un côté un fait brut et de l'autre un fait mental accompagné d'une pratique institutionnelle. C'est de cette combinaison d'éléments qu'il faut rendre compte ». Acosta F., « Constructivisme versus réalisme. Quelques réflexions sur les notions de crime, déviance et situations problématiques », in Cartuyvels Y. et al., Politique, police et justice au bord du futur, Paris, L'Harmattan, 1998, pp. 40-41. C'est l'auteur qui souligne.

[7] . Je ne vais pas présenter dans le cadre de cet article l'histoire de l'expression « criminalité organisée » dans le monde occidental, sa fragilité sémantique, les critiques adressées à cette notion et aux présupposés qui la fondent. Sur ce sujet, voir notamment : Reuter P., Disorganized crime, Cambridge, MIT Press, 1983 ; Bigo D., « Pertinence et limites de la notion de crime organisé », Relations internationales et stratégiques, n° 20, 1995, pp. 134-138.

[8] . J'ai eu l'occasion d'analyser l'évolution du dispositif répressif (législation pénale, restructuration des services de lutte, mise en œuvre des décisions politiques) en Russie soviétique et post-soviétique. Voir Favarel-Garrigues G., La lutte contre la criminalité économique en Russie soviétique et post-soviétique (1965-1995), Thèse de doctorat, soutenue en décembre 2000 à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris.

[9] . « Nous anéantissons l'antagonisme entre l'individu pris isolément et tous les autres, nous opposons la paix sociale à la guerre sociale, nous coupons la racine même du crime et, ce faisant, nous rendons superflue une bonne partie de l'activité actuelle des organes judiciaires et administratifs ». Engels F., « Elberfeldskie retchi » (Les discours d'Elberfeld), in Marx K., Engels F., Sotchinienia, Izdanie vtoroe, Tom 2 (Œuvres, Seconde édition, Tome 2), Moscou, Gosoudarstvennoe

izdatel'stvo polititcheskoi literatoury, 1955, pp. 537-538. Le terme « racine » est souligné dans l'édition consultée.

[10] . Bolchaïa Sovetskaïa Entsiklopedia, Tom 20 (La Grande Encyclopédie Soviétique, Tome 20), Moscou, Izdatelstvo « Sovetskaïa Entsiklopedia », 1975, p. 539.

[11] . Sur la criminalité professionnelle, voir le premier ouvrage d'Alexandre Gourov, plus tard à la tête de la direction centrale de la lutte contre la criminalité organisée, au ministère de l'Intérieur. Gourov A., Professionalnaïa prestoupnost (La criminalité professionnelle), Moscou, Iouriditcheskaïa literatoura, 1990.

[12] . Il semblerait en revanche que des recherches aient été menées dès les années 1970 sur l'économie souterraine, à partir d'études économiques sur la consommation des ménages ou sur le travail au noir. Voir Koriagina T., « Analiz, otsenki, prognozy » (Analyse, évaluations, prévisions), in Collectif, Tenevaïa ekonomika (L'économie souterraine), Moscou, Ekonomika, 1991, pp. 28-30. Les premiers ouvrages accessibles sur l'économie souterraine datent de 1987 : Nikolaeva M., Seviakov A., Tenevaïa ekonomika : metody analiza i otsenki (L'économie souterraine : méthodes d'analyse et d'évaluation), Moscou, TsEMI AN SSSR, 1987.

[13] . Intervention de O. V. Pristanskaïa in Organizovannaïa prestoupnost' (La criminalité organisée), Moscou, Iouriditcheskaïa literatoura, 1989, p. 101.

[14] . Par exemple, les films Brilliantovaïa rouka (Le bras de diamant) ou Djentelmeny oudatchi (Les gentlemen de la réussite).

[15] . Voir notamment l'ouvrage que l'auteur des Récits de la Kolyma, incarcéré jusqu'en 1953, a consacré à ce sujet : Chalamov V., Essais sur le monde du crime, Paris, Gallimard, 1993.

[16] . Voir par exemple l'ouvrage « Ougolovnaïa Rossia » (La Russie criminelle) écrit en 1975 par Valeri Tchalidze, publié à l'étranger et contenant en annexe un glossaire du langage de la pègre, daté de 1964 et destiné à l'usage des agents de la police judiciaire de la ville de Kiev. En français : Chalidze V., Le crime en Union soviétique, Paris, Olivier Orban, 1978.

[17] . Voir Favarel-Garrigues, G., op. cit. (chapitre II).

[18] . Sur ces affaires bien connues, voir Vaksberg A., *La mafia russe*, Paris, Albin Michel, 1992.

[19] . Voir notamment Gleason G., « Nationalism or organized crime ? The case of the 'cotton scandal' in the USSR », *Corruption and reform*, n° 5, 1990, pp. 87-108.

[20] . Pour une récente contribution à la connaissance de la mafia du commerce, voir Duhamel L., « Justice and politics in Moscow 1983-1986 : the Ambartsumyan case », *Europe-Asia Studies*, vol. 52, n° 7, 2000, pp. 1307-1329.

[21] . Favarel-Garrigues G., *op. cit.*, pp. 175-176.

[22] . Sur ces points, voir Favarel-Garrigues G., « Privatisation et changement politique en Russie soviétique et post-soviétique » in Hibou B. (dir.), *La privatisation des Etats*, Paris, Karthala, 1999, pp. 247-284, et « Eléments pour une compréhension de l'évolution des délinquances économiques et financières en Russie », *Les Cahiers de la sécurité intérieure*, n° 36, deuxième trimestre 1999, pp. 177-186.

[23] . Voir Clement K., « La pauvreté de masse en Russie », *Cultures & Conflits*, n° 35, automne 1999, pp. 35-70.

[24] . Gourov A., *Krasnaïa mafia (La mafia rouge)*, Moscou, Samotsvet, Miko « Kommertcheskii vestnik », 1995, pp. 28-29.

[25] . « 600 secondes exploite une formule simple mais efficace : dépister la face cachée de la société soviétique. Un sujet révèle par exemple que l'ex-premier secrétaire du Parti de Leningrad a utilisé ses contacts pour acheter une limousine Mercedes à un prix défiant toute concurrence ; un autre démasque une usine de viande fabriquant des saucisses avec de vieilles carcasses ; un troisième décrit avec force détails sordides comment des sprays insecticides sont délabellisés et vendus dans des magasins d'Etat en lieu et place de déodorants ». Nivat A., *Quand les médias russes ont pris la parole*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 263.

[26] . Briquet J. L., « Comprendre la mafia. L'analyse de la mafia dans l'histoire et les sciences sociales », *Politix*, n° 30, 1995, p. 139.

[27] . *Ibid.* p. 139.

[28] . Levada Y., Entre le passé et l'avenir. L'homme soviétique ordinaire, Paris, Presses de la FNSP, 1993, p. 41. (Plusieurs réponses peuvent être données par chaque personne interrogée).

[29] . Queloz N., « A-t-on encore des raisons de distinguer criminalités économique et organisée ? », Les Cahiers de la sécurité intérieure, n° 36, deuxième trimestre 1999, pp. 21-40.

[30] . Traduction littérale de l'expression « tenevaïa ekonomika ».

[31] . Oulybin K. A., « Znakomaïa neznakomka » (Une inconnue familière), in Tenevaïa ekonomika (L'économie de l'ombre), Moscou, Ekonomika, 1991, p. 7.

[32] . Docteur en droit, Alexandre Gourov deviendra en 1989 le premier directeur des services de lutte contre le crime organisé au sein du ministère de l'Intérieur de l'U.R.S.S. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur la pègre soviétique et post-soviétique.

[33] . Le mois suivant, la Literatournaïa Gazeta publie un nouvel article sur la criminalité organisée (Sokolov V., « Bandokratiâ » (La bandocratie), Literatournaïa Gazeta, 17 août 1988). Suite à ces articles, la rédaction de l'hebdomadaire reçoit un courrier abondant, dont il est notamment rendu compte dans l'édition du 28 septembre 1988 (« Pryjok Iva na glazakh izoumlennoï poubliki » (Le saut du lion sous les yeux du public ahuri), Literatournaïa Gazeta, 28 septembre 1988).

[34] . Alexandre Gourov reproduit, dans l'un de ses ouvrages, les réactions officielles à l'entretien qu'il a accordé à la Literatournaïa Gazeta, notamment une note émanant du Comité Central du P.C.U.S. Voir Gourov A., Krasnaïa mafia, op. cit., pp. 19-27.

[35] . Literatournaïa Gazeta, 28 septembre 1988.

[36] . La prokouratura, chargée de veiller au respect de la légalité sur tout le territoire et dans tous les domaines du droit, possède, comme le ministère de l'Intérieur ou les services de sécurité de l'Etat, ses propres organes d'instruction.

[37] . Ivanov L., Ilina L., Pouti i soudby otetchestvennoï kriminologii (Voies et destin de la criminologie patriotique), Moscou, Naouka, 1991 ; Solomon Jr P. H., Soviet criminologists and criminal policy :

specialists in policymaking, New York, Columbia University Press, 1978.

[38] . La criminalité organisée fait l'objet d'articles dans les grandes revues juridiques à partir de 1988. Cf. Sovetskoe Gosoudarstvo i Pravo, n° 5, 1988, n° 7, 1989 ; Sotsialisticheskaïa Zakonnost, n° 6, 1988, n° 9, 1988, n° 4, 1989, n° 6, 1989.

[39] . Ils sont également les principaux membres de l'Association criminologique, qui édite depuis la fin des années 1980 des ouvrages très fréquemment cités, en Russie ou dans le monde occidental.

[40] . Sur ces points, voir la thèse que j'ai consacrée à « la lutte contre la criminalité économique en Russie soviétique et post-soviétique, de 1965 à 1995 », op. cit.

[41] . Sommier I., Les mafias, Paris, Montchrestien, 1998, pp. 61-64.

[42] . Hormis quelques exceptions telles que : Gorianovski A., « Oukrast' mojno vsio. Rezoultaty vklioutchenno nabloudenia » (On peut tout voler. Résultats d'une observation participante), Sotsiologitcheskie Issledovania, n° 2, 1990, pp. 56-64.

[43] . Sur Moscou : Soldatenko B., Moskva kriminalnaïa (Moscou la criminelle), Moscou, Tsentrpoligraf, 2000 ; Sur Saint-Petersbourg : Konstantinov, A. Banditski Peterbourg (Le Petersbourg du crime), Saint-Petersbourg, Folio-Press, 1997. Sur Ekaterinbourg, voir la revue « Sychtchik » (Le limier), exclusivement consacrée au crime organisé dans cette ville et dans l'Oural en général.